

Danuta Huebner: L'Europe a besoin d'investissements réels dans les régions frontalières

Publié le: 08-10-2009



Aujourd'hui, lors d'une discussion en ligne organisée par le Portail Europe dans le cadre de la campagne « Agissons avec le Parlement européen », Danuta Huebner, présidente de la commission parlementaire en charge du développement régional, a commenté différents thèmes en lien avec la politique régionale et le futur de l'UE.

Répondant à une question portant sur le futur commissaire au développement régional, portefeuille auquel la Bulgarie aspire, Huebner a déclaré : « Dans le passé, il était important que nous ayons un commissaire originaire d'un des nouveaux Etats membre, car il fallait intégrer ces nouveaux Etats membres dans la politique. Désormais, il ou elle peut avoir la nationalité de n'importe quel pays. J'ai entendu des rumeurs rapportant que la Hongrie ou l'Espagne était intéressées par ce portefeuille. »

« Nous avons besoin d'un bon commissaire, capable de comprendre l'Europe locale et régionale, prêt à travailler de longues heures et à beaucoup voyager », a-t-elle ajouté.

Huebner a dit s'attendre à la signature prochaine du Traité de Lisbonne en Pologne. Selon elle, un report éventuel de sa ratification en République Tchèque pourrait poser un problème à l'UE mais ne serait pas crucial pour le travail du comité régional, puisque ses tâches sont nombreuses et variées.

L'ancienne commissaire a expliqué que lors de la crise économique actuelle, l'UE a réussi à simplifier l'utilisation des fonds structurels, a décidé le versement d'avances supplémentaires et a mis à la disposition des petites et moyennes entreprises des fonds remplaçant les crédits bancaires manquants.

À propos des priorités des fonds structurels pour la prochaine période de programmation, Huebner a insisté sur le besoin d'investissements durables dans les régions et les villes. Les objectifs dans le long terme sont la compétitivité des régions européennes, les investissements dans l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable, l'innovation et la formation. « Notre défi à tous est de poursuivre la simplification de la politique et d'attirer d'autres financements pour le développement régional », a-t-elle déclaré.

La députée européenne a souligné le rôle de la coopération transfrontalière comme un aspect clé de la politique régionale, ajoutant que la politique doit aller au-delà des échanges de bonnes pratiques en fournissant des investissements dans les régions frontalières.